Asia Centre
experts & trends

Le G7 à Hiroshima : la diplomatie japonaise en action

Jean-Yves Colin

N#2023-05
24 Mai 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

Asia Centre
experts & trends

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Asia Centre
experts & trends

Japon Le G7 à Hiroshima : la diplomatie japonaise en action

Jean-Yves Colin

24 Mai 2023

Pendant longtemps, de sa ré-émergence sur la scène internationale avec les Jeux Olympiques de Tokyo de 1964 jusqu'aux années 1990, le Japon a paru mener une politique étrangère avec la double volonté de préserver la protection américaine et développer ses intérêts économiques. L'objectif était surtout de conforter les débouchés commerciaux des entreprises nippones sur le continent nord-américain et en Europe de l'Ouest et de sécuriser les approvisionnements pétroliers et gaziers du Proche-Orient, tout en orientant son aide publique au développement au bénéfice des pays d'Asie qui avaient souffert le plus de la guerre du Pacifique (Chine, Corée du Sud, Birmanie, Indonésie, Philippines…) et sans négliger des zones lointaines comme l'Amérique du Sud et l'Afrique. Le pacifisme qui animait les japonais après la seconde guerre mondiale et qui s'affichait de facto comme un neutralisme sans le dire, n'encourageait pas à une diplomatie très active. En outre les diplomaties occidentales observaient leur homologue extrême-orientale avec une certaine condescendance, et ne lui donnaient guère de place. Cependant au fil des années, des chefs de gouvernement et des évolutions, en particulier la montée en puissance de la Chine et le risque de plus en plus inquiétant de l'arsenal militaire nord-coréen, la diplomatie nippone a cherché à être plus globale et plus assurée (« assertive » comme on le dit en franglais). L'arrivée au pouvoir de Abe Shinzo, qui a essayé de susciter une prise de conscience des risques chinois, nord-coréen et russe entourant l'archipel ainsi que des bouleversements dans le reste du monde, puis les déclarations de ses successeurs Suga et Kishida ont contribué à « normaliser » cette diplomatie en même temps qu'adapter la politique de sécurité nationale à un nouvel environnement. La tenue à Hiroshima du G7 et sa préparation au cours des tout derniers mois ont montré que le gouvernement et en particulier le Premier Ministre, ont voulu être actifs.

Sans faire l'exégèse des communiqués publiés lors de ce G7 – ce n'est pas l'objet de cette Brève – il est évident que cette réunion était une opportunité incontournable pour le Japon en vue de réitérer l'objectif central de sa politique étrangère : la préservation d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, fondé sur des règles de droit, que son gouvernement n'a de cesse de mettre en avant dans ses déclarations et ses rencontres avec des gouvernements étrangers.

Dans cette perspective, l'affirmation selon laquelle les participants du G7 se disent « gravement préoccupés » par la situation en mer de Chine du sud, évoquent la « coercition » chinoise - sans désigner nommément la Chine - et plaident pour « la paix et la stabilité de part et d'autre du détroit de Taiwan » ne peut que satisfaire le gouvernement nippon et ce même s'il est difficile d'en mesurer la portée pratique. Cette déclaration (« Plateforme de coordination relative à la coercition économique ») ne pouvait en revanche que susciter le « vif mécontentement » de Pékin, ce qui fut immédiatement fait. L'Ambassadeur japonais à Pékin a été convoqué par le vice-ministre des affaires étrangères Sun Weidong pour recevoir la protestation « solennelle » de la Chine et son « opposition résolue » au communiqué du G7. La Chine a enfin annoncé l'interdiction d'importation des puces de la société Micron, décision qui peut être embarrassante pour les géants coréens Samsung et SK Hinix, ce que les américains avaient anticipé lorsqu'ils

ont demandé aux autorités sud-coréennes de ne pas substituer à la firme américaine. Apparemment les autorités de Pékin ont aussi peu apprécié les prises de position politique de Seoul des derniers mois puisque le principal portail sud-coréen Naver a été bloqué le lendemain du G7 dès 6h du matin, le portail Daum l'étant depuis janvier 2019.

La venue quelque peu inattendue du Président Zelensky à Hiroshima et l'annonce préalable d'une autorisation de livraison de F16 à l'Ukraine ont partiellement volé la vedette à l'objectif central du Japon et peut-être irrité les diplomates du « Gaimusho », le ministère des affaires étrangères, tant les japonais n'aiment guère l'inattendu et les effets de surprise, mais le Premier Ministre Kishida aurait donné son accord début mai.

Néanmoins il est clair que ce G7 est un succès diplomatique, non seulement pour le Président Zelensky mais aussi pour le Japon.

Tout d'abord ses services de sécurité craignaient un acte terroriste d'un « loup solitaire » du type de celui qui a vu l'assassinat de l'ex-Premier Ministre Abe en juillet 2022 et celui, plus récent, qui a mis en danger le Premier Ministre actuel. Ces deux événements avaient fait perdre à la police japonaise une bonne part de sa crédibilité. Or rien de tel ne s'est produit.

D'autre part le gouvernement nippon a réussi à étouffer le début de polémique qu'avait provoqué une vidéo de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Japon, Rham Emmanuel, avec le soutien de quatorze autres ambassadeurs concernant les droits LGBT dans l'archipel. Une proposition de loi issue de la majorité conservatrice a condamné les « discriminations déraisonnables » sans prévoir de sanction et ainsi apporté une sérénité sans doute temporaire dans un débat qui divise cette majorité et la population.

La tenue du G7 à Hiroshima avait une forte valeur symbolique pour Kishida Fumio dont cette ville est la base électorale, et pour les Japonais, surtout à un moment où le Président Poutine n'exclut pas de recourir à l'arme nucléaire en Ukraine. Un long communiqué relatif au désarmement nucléaire et à l'absence d'utilisation des armes existantes a constitué un exercice d'équilibre tout diplomatique entre l'idéalisme de certains, les traités en vigueur et les réalités stratégiques des participants du G7 disposant d'armes nucléaires. Bien que le souvenir de la bombe automatique de Hiroshima le 6 août 1945 soit moins prégnant pour les jeunes générations que pour les plus anciennes, il n'en demeure pas moins un marqueur fort et émotionnel. La présence de tous les participants du G7 devant le cénotaphe du Parc de la Paix le 19 mai a été accueillie avec satisfaction, et d'une certaine manière portée au crédit du Premier Ministre, par la population et les associations de « hibakusha » (victimes et descendants de la bombe) ; toutefois le communiqué a été naturellement considéré comme insuffisant par les plus ardents partisans du désarmement nucléaire. En outre la présence du Premier ministre et du Président Yoon, invité au G7, au monument commémorant environ 50 000 victimes coréennes de la bombe a également été significative, et probablement appréciée en Corée du Sud.

Le Japon a réussi à inviter un certain nombre de chefs d'Etat de pays non-membres du G7 mais importants au regard de son rôle diplomatique. Ces pays sont au nombre de huit : l'Australie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Union des Comores, les Iles Cook, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam. La venue du Président Yoon était la suite de sa visite à Tokyo en mars, de celle du Premier Ministre Kishida à Seoul en mai prolongée de celle de l'ancien Premier Ministre Aso à Seoul également à

la mi-mai. Un haut représentant sud-coréen y a vu la confirmation du statut de la Corée du Sud en tant que « partenaire global pour la défense d'un ordre international fondé sur le droit et la réponse aux défis globaux » (langage diplomatique que ne renierait pas le Gaimusho), conforté par une rencontre Biden-Yoon-Kishida en marge du G7. Le Président Yoon s'est aussi entretenu avec les Premiers Ministres australien Albanese, anglais Sunak, vietnamien Pham Minh Chinh et indien Modi ainsi qu'avec le Président indonésien Joko Widodo. Au lendemain du G7 le Ministre des affaires étrangères sud-coréen Park Jin a souligné que l'alliance avec les Etats-Unis se développe en un partenariat basé sur « l'action, les valeurs partagées et la justice » et espéré une « relation saine et mature » avec Pékin.

La présence de l'Indonésie et de l'Inde, pays qui ont successivement présidé les derniers G20, et celle de deux autres, le Brésil et le Vietnam, qui ne se sont pas alignés sur les pays membres du G7 pour condamner l'agression russe en Ukraine établissent le lien avec cette plus large organisation. Le Président Zelensky qui a pu participer à une réunion le dimanche 21 mai avec tous les membres présents du G7 (Mme Meloni étant retournée en Italie à la suite des inondations en Emilie-Romagne) a aussi eu des entretiens en tête à tête avec le président sud-coréen, le chef du gouvernement indien et le président indonésien mais pas avec le Président Lula da Silva, à l'évidence peu satisfait de l'arrivée inopinée du Président Zelensky ; le Président Lula a rejeté cette absence d'entretien sur son homologue ukrainien et un retard de la part de ce dernier.

Faire participer ces huit pays a été une politique habile de la part de la diplomatie nippone. Si l'on fait exception des relations avec la Corée du Sud qui sont un aspect essentiel de la politique étrangère et des affaires intérieures japonaises, le choix des autres pays a été savamment dosé : des alliés du Japon dans le cadre du Quad, des membres influents du G20 et multi-alignés, gardant des relations étroites avec la Russie et la Chine, et enfin des « petits » pays représentant les Océans Indien et Pacifique. Ne manquait guère que l'Afrique mais le Premier Ministre Kishida avait entrepris une tournée africaine peu de temps avant le G7, visitant l'Egypte, le Ghana, le Kenya et le Mozambique, et croisé le Premier Ministre singapourien Lee Hsien Loong à l'aéroport de Changi au retour. Ce périple visait notamment à contrer les avancées chinoise et russe sur le continent africain et s'inscrivait dans le cadre des réunions dites TICAD, mises en place dès 1993 et la dernière ayant eu lieu à Tunis en 2022, au cours de laquelle le Japon a pris un engagement de contributions financières de 30 milliards USD en faveur de l'Afrique. Dans le contexte actuel des votes aux Nations-Unies, ce choix de huit pays est donc bienvenu et les États-Unis tout comme l'Union Européenne peuvent trouver avec le Japon un bon ambassadeur auprès de qu'il est convenu désormais de désigner comme le Sud global, pour ne pas faire de la crise ukrainienne une affaire seulement atlantico-européenne.

Il est intéressant d'observer que plusieurs participants du G7 ont aussi profité de cette réunion par des visites supplémentaires : E. Macron en Mongolie, sommet Yoon-U. von der Leyen- Ch. Michel à Seoul, N. Modi en Papouasie Nouvelle Guinée (ainsi d'ailleurs qu'A. Blinken) et en Australie, deux destinations que le Président Biden a été contraint d'annuler en raison des discussions en cours sur le plafond de la dette des Etats-Unis à Washington.

Au total, le printemps 2023 a été un bon cru pour le Premier Ministre Kishida malgré l'attentat dont il aurait pu être victime : victoire de son parti à des élections locales, reprise d'un dialogue avec Seoul après des années d'aigreur et froideur entre les deux pays, nombreux voyages à

l'étranger, en Europe et ailleurs, et succès du G7, dans la forme comme au fond. Son soutien public s'en trouve consolidé comme le montrent des sondages récents et probablement son autorité sur le Parti Libéral-Démocrate aussi.